

**3 février 1963, Québec**

**Congrès des jeunes libéraux du Québec**

C'est la première fois, ce soir, que j'ai l'occasion, depuis le 14 novembre dernier, de vous rencontrer en groupe. Je veux d'abord vous remercier de l'aide que vous avez apportée à nos candidats dans tous les comtés du Québec. Vous l'avez fait chacun d'entre vous à votre façon et c'est à la conjugaison du travail de centaines de jeunes comme vous que nous devons une bonne partie de notre éclatante victoire. Je vous en suis personnellement reconnaissant car vos efforts et ceux de tous nos partisans m'ont donné une équipe de députés encore plus considérable qu'en 1960 sur laquelle je peux compter et sur laquelle -c'est plus important encore toute la province peut compter.

Depuis les élections beaucoup de personnes m'ont demandé à quoi particulièrement j'attribuais la victoire que nous avons remportée. Il est bien évident que le thème même de la campagne électorale – la libération économique du Québec – a énormément plu à notre population parce que, pour la première fois dans notre histoire, une administration provinciale lui a fourni enfin l'occasion tant rêvée de prendre en main son propre développement économique et industriel. Cela ne s'était jamais vu dans le passé et il s'est trouvé des gens pour dire que nous prenions un risque formidable car, disaient-ils, la population n'était pas prête à poser un tel geste.

Mais nous, du Parti Libéral du Québec, nous avons fait confiance au peuple. Nous savions qu'il comprendrait le sens tout à fait spécial que prendrait son vote le 14 novembre. C'est ce qui s'est effectivement produit et aujourd'hui nous avons, comme gouvernement, un mandat clair et précis à exécuter.

Le thème de la libération économique du Québec n'est toutefois pas le seul facteur qui peut expliquer notre victoire. Il y en a un autre que je crois d'une importance peut-être plus grande, c'est ce que le gouvernement libéral représente maintenant pour la population du Québec.

En effet, pensons à ce que nous nous sommes efforcés de faire depuis 1960. Rassurez-vous, je ne veux pas maintenant passer en revue toutes nos réalisations, mais j'aimerais plutôt extraire la signification profonde.

Nous avons voulu donner au peuple de la province un gouvernement honnête, efficace et dynamique. Je pense bien soit dit sans trop nous vanter que nous pouvons être fiers de ce que nous avons réussi en si peu de temps.

Évidemment, dans ce bas monde rien n'est parfait. Mes collègues et moi sommes les premiers à reconnaître qu'un idéal, n'importe quel idéal, est difficile à atteindre et que ses exigences sont difficiles à satisfaire. Pourtant notre désir de progrès et de renouveau demeure aussi intense aujourd'hui qu'en 1960 et nous avons bien l'intention de poursuivre sans relâche la réalisation complète de la tâche exaltante que nous nous sommes fixés, à la demande même des citoyens du Québec. Vous admettrez qu'on ne rencontre pas souvent de gouvernement qui, après quelque temps de pouvoir, conserve aussi vivantes les préoccupations de réformer qui l'animaient au début. J'ai dit que nous avons entrepris de doter le Québec d'un gouvernement honnête, efficace et dynamique. Pour y arriver

entièrement, il nous faut toutefois la collaboration éclairée des éléments de notre société qui partagent le même idéal que nous. Vous, les jeunes libéraux, vous faites partie de ces éléments et nous sommes convaincus que vous vous empresserez de nous accorder votre appui comme vous l'avez toujours fait dans le passé.

Vous comprendrez que les ministres et les députés, malgré toute la ténacité qu'ils peuvent y mettre, sont incapables à eux seuls de modifier tous les comportements traditionnels qui peuvent freiner parfois le mouvement de renouveau que nous avons lancé. Prenez le cas des partis politiques. Trop longtemps chez nous, les partis – et c'était vrai pour le nôtre comme pour les autres – n'ont pas été autre chose que de puissantes machines électorales dont on se servait tous les quatre ans. Il faut, dans l'avenir, qu'ils deviennent des organisations structurées, formées de citoyens partageant des idées politiques communes et construisant ensemble des programmes d'action bien déterminés. Les partis politiques doivent également, et c'est leur droit absolu en démocratie, informer le reste de la population des propositions qu'ils avancent pour résoudre les problèmes économiques et sociaux qui se posent constamment dans une société en évolution. Ils doivent faire connaître leurs opinions ouvertement et franchement, et les présenter à l'examen critique et réfléchi de l'ensemble des citoyens en vue d'obtenir leur adhésion.

La Fédération libérale du Québec s'est déjà engagée dans cette voie et elle ne doit pas lâcher prise. Vous, les Jeunes Libéraux, pour, votre part, vous pouvez chacun dans votre milieu propager cette notion nouvelle que notre peuple doit acquérir des partis politiques. Vous formez un groupe jeune, vous désirez l'action, vous cherchez moins votre intérêt personnel et particulier que l'existence d'un gouvernement qui réponde à vos aspirations; alors vous pouvez vous constituer en quelque sorte comme mouvement d'avant-garde dans notre parti et vous préparer ainsi à jouer plus tard des rôles politiques que vous aurez vous-mêmes contribué à définir.

Il y a aussi – dans cet ordre d'idées – tout le rôle du député à repenser. Il ne peut plus, il ne doit plus être le distributeur des faveurs gouvernementales auprès de ceux qu'il représente. Il est entendu qu'il doit être au service de ses électeurs pour les informer, les aviser et les aider dans leurs relations avec l'administration. Mais il lui revient d'abord, comme je l'ai dit souvent, de participer à l'élaboration des politiques gouvernementales. La connaissance du milieu qui l'a choisi, son expérience de la vie ou des affaires peuvent s'avérer indispensables en cette matière. Nous avons commencé à lutter contre le patronage systématique et nous allons continuer avec autant d'ardeur que jamais. Nous mettrons sur pied les structures qu'il faut pour y réussir. Déjà le danger du patronage éhonté est moindre qu'il ne le fut jamais, grâce à l'octroi des contrats par soumissions publiques, au contrôle plus adéquat sur les dépenses gouvernementales, aux normes administratives plus précises, aux nominations fondées sur le mérite, etc. Le gouvernement du Québec est devenu une grande entreprise; c'est le plus gros employeur de la province. Il importe de mettre fin aux méthodes folkloriques d'administration et d'établir des procédures et des politiques administratives efficaces qui permettent au gouvernement de s'acquitter des tâches immenses que lui ont confiées et que lui confieront encore les citoyens du Québec. Car – il ne faut jamais l'oublier – le gouvernement de notre province est la propriété collective de tous ceux qui vivent dans le Québec. Il n'est pas le fief exclusif des partisans d'une formation politique, quelle que soit

cette formation politique. Notre devoir – et votre devoir à vous Jeunes Libéraux – est de propager cette idée et de la faire respecter. N’oublions jamais non plus que, le 14 novembre dernier, le peuple du Québec a voté pour nous parce qu’il savait que nous étions en voie d’établir un type nouveau de gouvernement. Il veut que nous poursuivions cette œuvre et je vous demande de m’aider à y arriver. Nous avons encore beaucoup à faire; votre collaboration et celle de tous nos partisans de bonne volonté est plus nécessaire que jamais. Vous savez, notre parti court un risque. Il court le risque auquel ont à faire face tous les partis qui ont été élus pour en remplacer un autre dont l’inaction et le conservatisme étaient devenus la règle de vie. En effet, en prenant le pouvoir il s’est trouvé tellement de choses à reprendre, à réparer, à corriger; il s’est trouvé tellement de retards à combler qu’une très grande partie de nos énergies a dû être consacrée tout simplement à remettre un peu d’ordre dans une administration vétuste, poussiéreuse et décadente. Cela peut nous faire tous ensemble tomber dans une illusion qui serait désastreuse pour toute la province car nous risquons d’oublier que c’est en fonction de l’avenir qu’il nous faut travailler et non pas seulement en fonction des négligences d’une administration disparue. Jusqu’à maintenant le gouvernement que j’ai l’honneur de diriger s’est attaqué aux deux aspects du problème dans-la mesure de ses moyens mais nous sommes encore aux prises, dans bien des secteurs, avec les séquelles du régime qui nous a précédé. C’est cette double tâche – rattraper les retards et préparer l’avenir – qu’il nous incombe de poursuivre, mais pour cela il nous faut conserver le dynamisme dont nous avons fait preuve jusqu’à maintenant. Nos bonnes intentions présentes doivent continuer à guider notre action. Nous comptons en particulier sur vous les jeunes libéraux, pour nous soutenir dans cette voie.

Je viens de vous faire part d’un des problèmes que nous aurons à résoudre – ou plutôt d’une des embûches que nous aurons à éviter – au cours des prochaines années. Il y a deux autres problèmes que je considère particulièrement importants. Nous devons voir à ce que, de plus en plus, les politiques décidées par le Conseil des ministres, ainsi que les directives qui en découlent, soient rapidement et intégralement appliquées par le personnel de l’administration provinciale. Cette déclaration, dans ma bouche, peut vous sembler étrange car vous direz-vous le Conseil des ministres est, après tout, avec l’Assemblée législative, la plus haute autorité au gouvernement du Québec et on doit, au niveau de l’administration proprement dite, traduire leurs décisions en actes.

C’est vrai, mais il y a de fait beaucoup plus que cela. Il ne suffit pas de transmettre des ordres, ni d’adopter des arrêtés ministériels ou même des lois pour qu’automatiquement la réalité en soit changée. On doit, par l’application de ces arrêtés-en-conseil ou de ces lois, transmettre un certain esprit, celui que veut la population et qu’elle manifeste ouvertement en choisissant un parti politique plutôt qu’un autre. Dans ce contexte, les fonctionnaires, comme serviteurs de l’État, participent à l’élaboration des politiques en soumettant leur avis et en fournissant la documentation pertinente. Une fois les décisions prises par l’autorité voulue par le peuple, ils ont le devoir de les appliquer avec le même esprit que celui dans lequel elles furent conçues. Ils n’ont surtout pas le droit d’y mettre d’obstructions, au contraire; ni le droit d’en faire bénéficier leurs amis au détriment des autres; ni, encore moins, le droit de ne pas donner suite, d’une façon ou de l’autre, aux volontés de l’autorité exprimées sous forme de lois ou de règlements.

J'admets que, depuis 1960, il a pu y avoir, dans quelques cas, brisures entre les décisions et les actes qui normalement devaient s'ensuivre. Certains de mes collègues ont déjà parlé de sabotage. Cette expression, un peu imagée, ne s'applique évidemment pas partout dans l'administration provinciale car la très grande majorité des fonctionnaires s'acquittent de leurs fonctions consciencieusement, selon le mode que je viens d'indiquer. Il s'est trouvé aussi de nos amis libéraux pour nous dire que le patronage se continuait de plus belle, mais en faveur de nos adversaires. Cela est peut-être vrai dans certains cas mais on a certainement exagéré. Après tout, il est impossible à une équipe d'hommes, même la mieux intentionnée, de suivre à tout moment ce qui se passe dans chacun des services d'une entreprise aussi étendue que le gouvernement du Québec. De toute façon, je puis vous assurer aujourd'hui que nous mettrons ordre aux excès qui ont pu se produire, mais que nous ne tomberons certainement pas dans le défaut contraire. Ainsi, nous n'avons nullement l'intention, pas plus en 1962 qu'en 1960, de remplacer graduellement les fonctionnaires par des gens que nous choisirions à cause de leurs sympathies libérales. Le critère fondamental, dans le choix des fonctionnaires et dans leur promotion, doit être la compétence et non l'affiliation politique. Nous tenons absolument à cette règle.

Il n'entre pas non plus dans nos projets de remplacer le patronage qui s'est fait systématiquement contre nous, par du patronage qui se ferait systématiquement en notre faveur. C'est peut-être ce que regrettent certains de ceux qui se sont plaints, mais là non plus nous ne modifierons pas notre façon actuelle d'agir. Le gouvernement du Québec est au service de toute la population et c'est ainsi que le peuple qui nous a élus désire qu'il demeure. L'époque du favoritisme politique et de l'arbitraire administratif doit être finie dans le Québec.

Le second problème que nous avons à résoudre est celui du contact avec la population. Vous n'ignorez pas combien peut être absorbante la responsabilité qu'on nous a confiée d'administrer le patrimoine commun du Québec. Si nous ne réagissons pas, nous pouvons facilement être conduits à une situation où nous serions constamment occupés à l'administration proprement dite. Ce serait regrettable car ainsi nous perdriions facilement contact avec la population. Est-ce à dire qu'il faille moins travailler et se consacrer davantage à la publicité? Dans ce cas, c'est le risque inverse qui nous menacerait.

Dans tout cela, il y a un juste milieu. Il ne s'agit pas de faire de la propagande politique à outrance, ni de nous engager dans le lavage de cerveaux, mais bien plutôt d'informer la population de ce que nous faisons, de ce que nous avons l'intention d'accomplir et de leur faire part des problèmes et des difficultés que nous y rencontrons. C'est exactement le but que je poursuis dans la série d'émissions de télévision qui a débuté le 25 janvier.

Cette information doit être transmise sous le signe de la sincérité et de la franchise. Il ne peut plus être question de bâtir des mythes ni de cacher la vérité aux citoyens. Laissons cette façon d'agir aux partis qui ne se sont pas encore aperçus que, depuis plus de dix ans, nous sommes dans la seconde moitié du vingtième siècle et que la population est plus renseignée que jamais. Elle a le droit de savoir la vérité et c'est notre devoir de la lui faire connaître, même si parfois cette vérité n'est pas rassurante.

Si vous aviez, comme moi, fait le tour de la province à l'occasion de la dernière campagne électorale, vous vous seriez vite rendu compte combien nos gens ont besoin d'avoir confiance en quelqu'un et combien aussi ils méprisent – et avec raison – ceux qui ne font pas confiance à leur jugement et à leur intelligence. Ils tiennent à ce qu'on leur parle clairement, sans détour, sans faux-fuyant. Les citoyens savent fort bien que les hommes politiques ne sont pas des personnages tout puissants ou omniscients. Ils savent que les hommes politiques peuvent se tromper. Cela ne les étonne pas. Ils veulent tout simplement être convaincus que ceux qu'ils ont élus mettent toute leur bonne volonté à remplir leur devoir. Et nous ne pourrions les convaincre qu'en leur parlant franchement et souvent.

D'ailleurs le mode de vie démocratique, s'il doit être pleinement vécu, exige qu'il en soit ainsi. Il suppose des échanges de vues entre le peuple et ceux qui le gouvernent. Il suppose des explications. Il suppose que les gouvernants disent clairement au peuple où ils veulent le conduire. Il suppose surtout que ces gouvernants savent où ils vont.

Pour notre part, nous du Parti libéral du Québec, nous le savons. Nous l'avons exprimé en détail dans notre programme politique de 1960 et dans notre manifeste, de 1962. Dès 1960, nous nous sommes mis à l'œuvre sans attendre, trop vite, ont dit certains. En 1961, nous avons continué. En 1962, nous avons voulu consulter le peuple sur un projet grandiose auquel nous étions arrivés après maintes études et consultations: la nationalisation de l'électricité. Le peuple nous a approuvés et maintenant, en 1963, nous nous attaquons à cet objectif nouveau.

Je voudrais, en terminant, vous laisser une idée à vous qui appartenez à notre parti et qui êtes son avenir. Ce qui importe pour les années qui viennent, c'est moins de lutter contre nos adversaires que d'appliquer toutes nos énergies à la diffusion d'un idéal qui convienne aux aspirations et aux besoins de notre peuple. Pour cela, il faut que notre idéal se colle à la réalité qui nous entoure, qu'il s'en nourrisse. Si nous réalisons cet objectif, nous aurons laissé nos adversaires loin derrière nous. D'une certaine façon nous n'aurons plus à en tenir compte car ils symbolisent les forces qui s'opposent à l'idéal que recherche le peuple du Québec. Ils seront du fait même rejetés par lui et cela pour d'autant plus longtemps que nous ferons nous-mêmes partie d'une formation politique qui sera toujours aux aguets, qui se renouvellera constamment et qui conservera bien agissant le dynamisme dont vous êtes vous, les Jeunes Libéraux, l'expression actuelle et le gage de persévérance.